

Bulletin Quotidien Europe n°10454 du 17 septembre 2011

14 (AE) UE/SOCIAL: responsabilité et dialogue social, entretien avec Juan Somavia

Bruxelles, 16/09/2011 (Agence Europe) - Lors de l'entretien que le directeur général du Bureau international du Travail (BIT) Juan Somavia a accordé, jeudi 15 septembre, à l'Agence Europe (voir la première partie de l'entretien dans notre bulletin précédent), il a été également question, dans le contexte de la crise de la dette souveraine grecque, de l'approche nécessaire pour concilier la recherche d'un équilibre budgétaire avec l'impératif de préserver les acquis sociaux et favoriser la création d'emploi. L'importance du dialogue social et le « rôle historique » du Parlement européen pour la défense du modèle social en Europe y apparaissent comme les éléments essentiels. (JK)

Agence Europe: Comment concilier la recherche simultanée d'emploi qualitatif, un concept qui est revenu souvent dans votre discours au Parlement européen, avec la quantité d'emploi qui doit être créée pour faire face à un chômage à hauteur de près de 10% au sein de l'UE ? Pour illustrer ce problème, un des préceptes promus par la Commission européenne pour une Europe sociale dans sa stratégie 2020 est de rendre les contrats de travail dans certains États plus flexibles, est-ce une vision que vous partagez ?

Juan Somavia: Ce que la raison nous dicte, c'est qu'en temps de crise, celui qui est le plus responsable en paye le prix. C'est un principe d'équité. Si on regarde l'évolution de ces 30 dernières années, la logique du modèle de croissance qui ne fonctionne plus à l'heure actuelle, a été fondée sur la réduction des impôts, sur la flexibilisation du marché du travail, sur l'invention de contrats de tous types et sur la dérégulation. Cela a été fait pour assurer une croissance des investissements et la création d'emploi. Mais, en réalité, nous l'avons montré dans un rapport récent intitulé « *Une nouvelle ère de justice sociale* », dans les 30 dernières années, le taux d'investissement dans l'économie réelle s'est maintenu au même niveau. Le bien-fondé de ce système et les promesses qui y sont associées sont ainsi mis à mal. Avec une économie financière qui a cette force pour amener les États à faire prendre les mesures qu'elle souhaite, je ne crois pas que c'est la nature de contrat de travail qui va changer la donne. Cela a été fait et refait, mais sans résultats. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est plus de responsabilité pour les coupables de cette crise et ce ne sont certainement pas les travailleurs qui n'ont pas été à la source de la crise et qui n'ont pas profité de l'endettement. Le point central c'est le dialogue social - un instrument essentiel dans un contexte de crise. Ce que le travailleur ne comprend pas, ce n'est pas la situation en soi, mais le niveau d'injustice des solutions qu'on propose à la crise. La construction européenne est fondée sur certaines valeurs, dont peut-être la plus importante est celle de la paix. Mais à côté de cela, il y a aussi les valeurs liées à une économie équilibrée et à une économie sociale de marché. Il faut retourner à ces sources fondamentales pour savoir comment aborder cette crise.

Agence Europe: Dans la crise qui se déroule actuellement autour de la dette souveraine grecque, les acteurs centraux sont répartis entre Paris, Berlin, les instances européennes et le gouvernement grec. Ce qui est étonnant et peut-être inquiétant vu les enjeux économiques et sociaux, c'est l'absence des différents partenaires sociaux, des syndicats grecs par exemple. Conséquence: on parle plus d'austérité budgétaire que d'emploi. Que pensez-vous de cette situation et l'OIT devrait-elle jouer un rôle dans ce processus ?

J.S.: Je crois effectivement que la méthodologie choisie pour les plans d'austérité, qui affectent surtout le monde du travail sans lui proposer de dialogue, a évidemment ses limites. Ces limites sont d'ailleurs visibles dans la rue. Quand le dialogue est absent, les gens sortent dans la rue. Les meilleures solutions sont celles qui sont discutées ensemble. Lorsque l'application des politiques devient trop verticale, trop autoritaire, la distance entre les gens et le pouvoir public s'accroît. Cela concerne tant les États que les entreprises. Pour les premiers, ce qui est en jeu, c'est la confiance des citoyens sur la gestion de nos démocraties. Si on n'assume pas cette réalité de la distance grandissante entre le citoyen et le système de gouvernance, on va décrédibiliser la démocratie. Face à ça, le Parlement européen peut jouer un rôle important, car c'est le seul Parlement au monde élu dont les députés viennent défendre des valeurs transnationales, celles de l'UE. Ce Parlement a la capacité et les compétences nécessaires pour jouer un rôle historique dans la défense des valeurs européennes. Ce rôle de « conscience politique », de protecteur des acquis communautaires, revient naturellement au Parlement européen. Toutefois, l'OIT a également un rôle à jouer, notamment dans la discussion sur les plans d'austérité à appliquer. Par exemple, nous avons récemment reçu pendant la dernière conférence de l'OIT, une demande des syndicats grecs qui s'inquiètent des mesures d'austérité qui mènent de leur point de vue à affecter une série de conventions de l'OIT. Une mission de notre organisation va ainsi partir dans une semaine pour en discuter. Mais, on collabore également avec le FMI pour voir comment on peut intégrer les politiques macro-économiques aux politiques du marché du travail et les politiques de l'emploi. Il faut éviter à tout prix d'utiliser la crise comme une excuse pour fragiliser les droits des travailleurs protégés par des conventions de l'OIT. Nous sommes prêts à être utiles pour justement aider à instaurer un véritable dialogue social.